



Olivier MALLÉN  
Expert-comptable  
Commissaire aux comptes  
Expert-comptable de justice

Anthony LIGER  
Expert-comptable  
Commissaire aux comptes

**ORGATEC**  
**Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes**

S.A. au capital de 60 000 € - 451 070 643 RCS Marseille - Code APE 6920Z  
N° Identification intracommunautaire : FR 55451070643  
Inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables PACA  
Inscrite près la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-Bastia  
Associés Commissaires aux Comptes près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence  
Associés Expert-Comptable de Justice

**Pays D'Aix Venelles Volley-Ball**  
**Association**

Siège social : Parc des Sports  
Chemin du Collet Redon  
13770 VENELLES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 30 juin 2024

---

**SIEGE SOCIAL :**  
53, rue Grignan  
13006 Marseille  
Tél. 04 91 04 14 10

**PLAN DE CAMPAGNE :**  
Centre d'Affaires EXPOBAT - L7 - Rue de Lisbonne  
13480 Cabriès  
Tél. 04 42 02 08 45

**AUBAGNE :**  
Centre Alta Rocca  
1120, route de Gémenos  
13400 Aubagne  
Tél. 04 91 04 14 10

Aux membres de l'organe délibérant de l'association Pays d'Aix Venelles Volley-Ball,

## **Opinion**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Président, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Pays d'Aix Venelles Volley-Ball relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de l'exercice.

## **Fondement de l'opinion**

---

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation**

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans le paragraphe « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels.

## **Observations**

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'application pour la première année des dispositions du règlement ANC 2020-08 relatives au nouveau plan comptable des associations. La présentation des états financiers ayant évolué par rapport à l'exercice précédent, les données au 30 juin 2022 apparaissant dans les états financiers annexées à notre rapport ne sont pas présentées de la même que les états financiers certifiés à la clôture précédente.

## **Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres du Conseil d'Administration**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

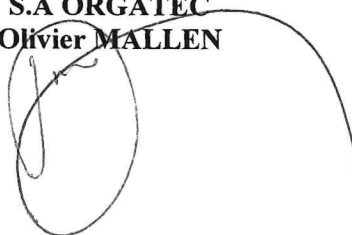
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celle-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend en connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité de l'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 15 octobre 2024

**S.A ORGATEC**  
**Olivier MALLÉN**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'O' with a horizontal stroke across it, followed by a long, sweeping horizontal line that extends to the right.

**Commissaire aux comptes**  
**Membre de la Compagnie Régionale d'Aix-en-Provence**

Bilan Actif

		30/06/2024			30/06/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	16 010	14 972	1 038	2 421
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	90 832	64 820	26 012	37 679
	Autres immobilisations corporelles	50 073	43 460	6 612	11 186
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	5 325		5 325	5 325
TOTAL (I)		162 240	123 253	38 987	56 611
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				1 560
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	3 926		3 926	
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	119 780		119 780	
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	129 867		129 867	512 702
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	271 473		271 473	1 592
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	17 957		17 957	14 777
	TOTAL (II)	543 003		543 003	530 631
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
TOTAL ACTIF (I à V)		705 243	123 253	581 991	587 241
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				5 325	5 325
(3) dont à plus d'un an					

# Bilan Passif

		30/06/2024	30/06/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	74 817	74 817
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(148 771)	
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>(113 756)</b>	<b>(148 771)</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>(187 711)</b>	<b>(73 954)</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>(187 711)</b>	<b>(73 954)</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	468 299	510 351
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	144 061	
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	157 341	144 849
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		866
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		5 130
	<b>Total des dettes</b>	<b>769 701</b>	<b>661 196</b>
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>581 991</b>	<b>587 241</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(113 756,28)	(148 771,02)
(1) Dont à moins d'un an		769 701	661 196
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		468 299	510 351

Compte de Résultat 1/2

		30/06/2024	30/06/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	47 405	44 316
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	5 419	19 749
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	441 139	255 992
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	659 546	707 887
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	310 757	302 365
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	23 833	(1 810)
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	3 384	23
Total des produits d'exploitation		1 491 482	1 328 522
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	6 841	17 927
	Variation de stock	1 560	(1 560)
	Achats de matières et autres approvisionnements		1 186
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	822 748	730 134
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	23 743	11 129
	Salaires et traitements	530 875	572 832
	Charges sociales	170 064	101 391
	Dotation aux amortissements et dépréciations	19 201	19 461
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	6 240	8
Total des charges d'exploitation		1 581 273	1 452 508
RESULTAT D'EXPLOITATION		(89 790)	(123 986)

Compte de Résultat 2/2

		30/06/2024	30/06/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(89 790)	(123 986)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3	
	Total des produits financiers	3	
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	12 267	
	Total des charges financières	12 267	
RESULTAT FINANCIER		(12 264)	
RESULTAT COURANT avant impôts		(102 054)	(123 986)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		4 273
	Total des produits exceptionnels		4 273
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 702	29 058
	Total des charges exceptionnelles	11 702	29 058
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(11 702)	(24 785)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 491 486	1 332 795
TOTAL DES CHARGES		1 605 242	1 481 566
EXCEDENT ou DEFICIT		(113 756)	(148 771)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

# Règles et Méthodes Comptables

## Introduction

Le bilan de l'exercice présente un total de **581 991** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 491 486** euros et un total **charges** de **1 605 242** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-113 756** euros.

La présente Annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice ouverts le **01/07/2023** et clôturés le **30/06/2024**, ayant une durée de **12** mois.

Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration

## Activité de l'association

L'activité de l'Association est d'organiser et de promouvoir en son sein et à l'extérieur la pratique du volley-ball.

## Faits marquants de l'exercice

Le 18 juin 2024, la Commission d'Aide et de Contrôle des Clubs Professionnels (CACCP) de la Ligue Nationale de Volley-ball (LNV) a prononcé à l'encontre de l'équipe première du Club un refus d'agrément pour évoluer en Ligue A Féminine (LAF) pour la saison 2024/2025 et une rétrogradation administrative en division fédérale.

L'Association a fait appel de cette décision le 24 juin 2024.

## Evénements post-clôture significatif

Le Président du Club et son secrétaire général ont été reçus le 17 juillet 2024 par le Conseil Supérieur de la DNACG dans le cadre de la procédure d'appel initiée le 24 juin 2024.

Le 8 août 2024, le Conseil Supérieur de la DNACG, statuant en appel et dernier ressort a décidé, conformément aux articles 6, 9 et 10 et le chapitre 4 de l'annexe 2 du Règlement de la DNACG, à l'encontre de l'Association :

- d'accorder au club l'agrément pour évoluer en Ligue A Féminine lors de la saison 2024/2025,
- un encadrement de la masse salariale au montant imposé de 267.000 € pour la saison 2024/2025.

# Règles et Méthodes Comptables

## **Principes comptables, méthodes d'évaluation et comparabilité des comptes**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice et des dispositions spécifiques aux associations et fondations prévues au règlement ANC 2018-06 modifié par le règlement ANC 2020-08.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, exception de la présentation des états financiers,
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

## **Modes et méthodes d'évaluation appliqués aux divers postes du bilan**

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Cet exercice constitue le premier au cours duquel l'Association établit une comptabilité d'engagement et fait application du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Du fait de la nouvelle réglementation applicable aux associations, les états financiers ont été modifiés avec la suppression de certaines rubriques, la création de nouvelles rubriques, le reclassement de certaines rubriques.

## **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels, les marques, les licences.

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les frais accessoires sont incorporés au coût d'acquisition tandis que les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.

Les logiciels font l'objet d'un amortissement suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue, de 12 mois à 5 ans.

L'analyse de ces actifs n'a pas mis en évidence d'éléments nécessitant une dépréciation en complément des amortissements.

# Règles et Méthodes Comptables

## **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Depuis le 1er janvier 2005, les frais accessoires sont incorporés au coût d'acquisition tandis que les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.

L'association fait application des dispositions du CRC 2002-10, relatives à l'amortissement selon la durée d'utilisation des biens et non selon les usages, pour toutes ses nouvelles acquisitions depuis le 1er janvier 2005.

L'association ne dispose d'aucune immobilisation décomposable conformément aux dispositions du CRC 2004-06.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire selon les plans suivants :

- |                                 |                     |
|---------------------------------|---------------------|
| - Installations et agencements, | Linéaire 5 à 8 ans, |
| - Matériel de transport,        | Linéaire 5 à 8 ans, |
| - Matériel de bureau,           | Linéaire 5 à 8 ans, |
| - Mobilier,                     | Linéaire 5 à 8 ans, |

## **Immobilisations financières**

Les titres de participations sont évalués aux prix pour lesquels ils ont été acquis.

Eu égard aux dispositions prévues par les articles 321-10 et 321-15 du PCG, l'association a opté pour le rattachement au coût d'acquisition des immobilisations financières des frais d'acquisition tels que les droits de mutations, honoraires, commissions, frais d'actes et autres frais visés dans l'avis n°2006 du 7 juin 2006 du comité d'urgence du conseil national de la comptabilité à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participations est inférieure à la valeur brute desdits actifs, il est constitué une provision pour dépréciation.

La valeur d'inventaire est calculée à partir de différentes méthodes faisant référence à des transactions et/ou à des valeurs patrimoniales et de rentabilité afin d'apprécier l'opportunité de constituer une provision pour dépréciation.

## **Stocks et en cours**

Les marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Ils sont valorisés au coût moyen pondéré de l'année

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

# Règles et Méthodes Comptables

## **Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Plus généralement, une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

## **Valeurs mobilières**

Les valeurs mobilières de placement comprennent principalement des valeurs de placement qui sont enregistrées à leur coût historique d'acquisition.

## **Engagement de retraite**

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice

## **Provisions réglementées**

L'association n'a constitué aucune provision réglementée

## **Litiges**

Le Conseil d'Administration n'a pas jugé nécessaire de procéder à la constitution de provisions pour litiges

## **Provisions pour risques et charges**

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de l'association à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour atteindre son obligation.

Les provisions devenues sans objet au cours de l'exercice sont rapportées au résultat.

# Règles et Méthodes Comptables

## **Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants**

Compte tenu de l'organisation, les trois plus hauts cadres dirigeants s'entendent du Président, du Secrétaire Général et du Trésorier.

Ces fonctions étant remplies par des personnes bénévoles, aucune rémunération ne leur est par conséquent allouée.

## **Contributions volontaires en nature**

L'association a estimé que les contributions volontaires en nature ne sont pas significatives.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/06/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	16 010					16 010
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 010					16 010
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	93 793				2 961	90 832
	Instal., agencement, aménagement divers	17 812					17 812
	Matériel de transport	30 155					30 155
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	14 200				12 094	2 105
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	155 960				15 055	140 905
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	5 325					5 325
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 325					5 325
TOTAL		177 295				15 055	162 240

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/06/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	13 589	1 383		14 972
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 589	1 383		14 972
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	56 114	12 705	3 999	64 820
	Autres instal., agencement, aménagement divers	10 485	957		11 442
	Matériel de transport	26 084	4 055		30 139
	Matériel de bureau, mobilier	14 412	101	12 634	1 879
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		107 095	17 818	16 633	108 280
TOTAL		120 684	19 201	16 633	123 253

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/06/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations <ul style="list-style-type: none"><li>incorporelles</li><li>corporelles</li><li>legs ou donations</li><li>des titres mis en équivalence</li><li>titres de participation</li><li>autres immo. financières</li></ul>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL					
Dont dotations et reprises <ul style="list-style-type: none"><li>- d'exploitation</li><li>- financières</li><li>- exceptionnelles</li></ul>					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		30/06/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	5 325	5 325	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	119 780	119 780	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 826	8 826	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	6 473	6 473	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	11 500	11 500	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	103 068	103 068	
	Charges constatées d'avance	17 957	17 957	
TOTAL DES CREANCES		272 929	272 929	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/06/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	468 299	468 299		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	144 061	144 061		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	78 448	78 448		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	43 424	43 424		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	26 626	26 626		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	8 842	8 842		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		769 701	769 701		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

Fonds propres clôture 30/06/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 30/06/2024
-------------------------------------	--------------------------------	--------------	-------------------------------	-------------------------------------

Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres avec droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité	74 817			74 817
Autres réserves				
Report à nouveau		(148 771)		(148 771)
Excédent ou déficit de l'exercice	(148 771)	148 771	113 756	(113 756)
Situation nette	(73 954)		113 756	(187 711)
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL	(73 954)		113 756	(187 711)

Produits à recevoir

		30/06/2024
Total des Produits à recevoir		20 326
Autres créances		20 326
CPAM	8 826	
TP, subventions à recevoir	11 500	

Charges à payer

		30/06/2024
Total des Charges à payer		11 052
Dettes fiscales et sociales		11 052
Personnel, congés à payer	8 604	
OPCO, taxe d'apprentissage	449	
Charges sociales sur CP	1 478	
OPCO, taxe formation	520	

Charges et Produits constatés d'avance

30/06/2024	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION	17 957	
Charges et Produits FINANCIERS		
Charges et Produits EXCEPTIONNELS		
TOTAL	17 957	

# Produits et Charges exceptionnels

		30/06/2024
Total des produits exceptionnels		
Total des charges exceptionnelles		11 702
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		11 702
Pénalités instances sportives	6 600	
Pénalités légales	510	
Dons, libéralités	170	
Charges d'exercices antérieurs	4 422	
Résultat exceptionnel		(11 702)

Crédit-Bail

		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	30/06/2024
VALEUR D'ORIGINE						
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs					
	Redevances Exercice					
	TOTAL					
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						

--